



Sa Majesté Célestin Bedzigui ne souhaite plus que le Parti de l'Alliance Libérale (PAL) soit étiqueté comme parti allié au RDPC.

Le président du PAL, Sa Majesté Célestin Bedzigui, que l'on avait clairement vu tisser des liens avec RDPC lors de la dernière élection présidentielle, a désormais la dent très dure contre ce même régime qu'il a soutenu.

L'assassinat du journaliste Martinez Zogo est venu brouiller la relation entre le PAL et le parti présidentiel.

«J'ai eu à apporter mon soutien au régime en place. Cela m'a valu l'étiquette d'allié au président. J'ai estimé que les limites sont franchies [avec le décès de Martinez Zogo]. Désormais je répudie toute qualification d'allié de ce régime-là. Ce qui se passe est extrêmement inquiétant. Ce n'est pas le seul mot du ministre de la communication qui compte. Où est le mot de celui qui est responsable de ce pays ? », s'est interrogé sur Canal Presse le Maire adjoint de la commune de Monatelé.

«Pendant trente ans, j'ai accompagné et soutenu ce gouvernement dans un certain nombre de choses. De la tripartite au Grand dialogue national. Cela m'a valu toutes les appellations d'allié du régime. J'estime que les limites sont franchies. Dès à présent, je

répudie toute alliance avec ce régime, et toute qualification d'allié du RDPC », a ajouté l'homme politique.

Célestin Bedzigui pense clairement que l'assassinat de Martinez Zogo est un crime d'Etat qui ne devrait pas rendre indifférent le Président de la République. ***« Je parlerai d'un crime de l'Etat. Parce que d'où vient-il ? Il vient d'une critique des mécanismes de gestion de l'Etat. La mort de Martinez Zogo est un crime de l'Etat. Il part de la dénonciation des mécanismes de gestion des ressources de l'Etat. Ce sont elles, qui mises à la lumière de tous, ont suscité la colère et peut être la haine de certaines personnes qui se sont estimées mises à nue. Sommes-nous loin du schéma de la mafia sicilienne ? Dans tout ça, on n'a pas écouté celui qui est censé être le gestionnaire et le responsable de la fortune publique ? On interroge et on pointe du doigt les blanchisseurs d'argent. Mais personne ne regarde le capo »***, a conclu Célestin Bedzigui.